



Panorama



Bulletin d'Information du American Center - Ambassade des États-Unis au Sénégal

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 823 81 24 • Fax: (221) 822 23 45

<http://usembassy.state.gov/dakar> • Numéro 45 • Juin 2004

Les titres

Le Compte du Millénaire, une nouvelle stratégie en matière d'aide au développement.

M. Bush félicite les premiers pays sélectionnés par la Société du Compte du Millénaire

Revue conjointe du programme USAID/Gouvernement du Sénégal

Rapport du département d'Etat sur le terrorisme dans le monde :

Le nombre des attentats terroristes dans le monde en 2003 est le plus faible depuis 1969

Le vote de la résolution sur les armes de destruction massive à l'ONU

La nouvelle résolution vise à empêcher que de telles armes ne tombent entre les mains de terroristes

Prestation de serment de nouveaux volontaires américains

Synergie des interventions pour optimiser les résultats

Les Etats-Unis dévoilent le nouveau billet de 50 dollars

Ses caractéristiques sont destinées à prévenir la contrefaçon

La participation officielle des Etats-Unis à Dak'Art 2004

La biennale de l'art contemporain africain

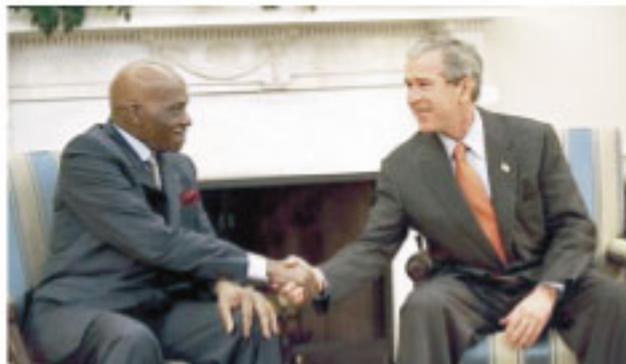
Le Compte du Millénaire, une nouvelle stratégie en matière d'aide au développement.

Le Sénégal parmi les pays invités à soumettre des projets.

La société du Compte du millénaire (Millennium Challenge Corporation, MCC) a choisi seize pays qui seront invités à soumettre des projets susceptibles de recevoir une aide du Compte du millénaire (MCA) au cours de l'année budgétaire 2004.

Il s'agit du Sénégal, de l'Arménie, du Bénin, de la Bolivie, du Cap-Vert, de la Géorgie, du Ghana, du Honduras, du Lesotho, de Madagascar, du Mali, de la Mongolie, du Mozambique, du Nicaragua, du Sri Lanka et de Vanuatu.

"Le choix auquel a procédé le conseil d'administration de la MCC le 6 mai est un événement important qui signale le début d'une stratégie novatrice en matière de distribution de l'aide à l'étranger", a déclaré aux journalistes M. Paul Applegarth, président-directeur général de la MCC, que le Sénat a confirmé dans ses fonctions le 5 mai.





Des responsables de la MCC se rendront prochainement dans chacun des seize pays afin d'expliquer aux responsables publics comment fonctionne la MCC.

Le conseil d'administration de la MCC a tenu compte de 16 indicateurs afin d'évaluer les résultats obtenus par 63 des pays les plus pauvres du monde et a examiné d'autres informations avant de décider quels pays pourraient soumettre des propositions, a précisé M. Applegarth, ajoutant que les pays choisis avaient obtenu de meilleurs résultats que les autres dans chacune des trois catégories d'indicateurs pris en compte : promotion de la liberté économique, investissements sociaux, et gestion équitable des affaires publiques. Ces pays ont aussi attaché beaucoup d'importance à la lutte contre la corruption.

Selon le site web de la MCC (www.mcc.gov), les soixante-trois pays "candidats" ont un revenu maximum annuel de 1.415 dollars par habitant ; ils peuvent obtenir des prêts de l'Association internationale de développement (chapeauté par la Banque mondiale) et il ne leur est pas, juridiquement, interdit de recevoir une aide des Etats-Unis.

Le Congrès a autorisé le financement du MCA à hauteur d'un milliard de dollars pour l'année budgétaire 2004 et le gouvernement Bush envisage de demander 2,5 milliards de dollars pour l'année budgétaire 2005 qui commence le 1er octobre 2004.

Présidé par le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, le conseil d'administration de la MCC comprend également M. John Snow, ministre des finances, M. Robert Zoellick, représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur, et M. Andrew Natsios, administrateur de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID).

La publication de la liste des pays choisis est la première étape d'un partenariat entre la MCC et chacun des pays admissibles, a souligné M. Applegarth. Chaque pays devra ensuite décider son ordre de priorité en matière de croissance économique et de réduction de la pauvreté, et il lui faudra mettre au point une proposition tenant compte des recommandations indiquées sur le site de la MCC.

Le site web de la MCC sera l'un de ses principaux outils de communication avec les pays invités à soumettre des propositions, avec les pays souhaitant bénéficier du MCA à l'avenir et avec le public.

Une fois qu'un pays admissible aura soumis une proposition, la MCC travaillera avec lui afin de négocier un protocole d'accord officiel mutuellement acceptable qui définira les termes du partenariat.

Le conseil d'administration de la MCC doit approuver tous les protocoles d'accord. Les décisions relatives au montant spécifique du financement offert par le MCA seront prises sur une base individuelle et tiendront compte de la stratégie de chaque pays en matière de croissance générale et de réduction de la pauvreté.

Le montant d'aide que recevra chaque pays "dépendra de la qualité de la proposition soumise", a précisé M. Applegarth, ajoutant qu'aucun délai n'était fixé pour la soumission de ces propositions et que le temps nécessaire pour compléter le processus dépendrait de la rapidité ou de la lenteur avec laquelle chaque pays soumettrait une proposition et négocierait un protocole d'accord. On s'attend, a-t-il souligné, à ce que les pays impliquent la société civile dans la mise au point de leurs propositions.

La MCC, a souligné M. Applegarth, jouit d'un solide appui des deux partis au Congrès, et le MCA est un élément clé de la stratégie nationale de sécurité.

Les pays qui n'ont pas été invités à soumettre des propositions en vue d'un financement du MCA pour l'année budgétaire 2004 pourront prétendre au MCA à l'avenir s'ils améliorent leurs résultats dans les domaines fixés par les critères d'admissibilité.

Lors de sa réunion du 6 mai, le conseil d'administration de la MCC a également approuvé un programme visant à aider les pays candidats à l'admissibilité au MCA à s'y préparer. La MCC travaillera en étroite collaboration avec l'USAID afin de mettre en œuvre ce programme.

M. Bush félicite les premiers pays sélectionnés par la Société du Compte du Millénaire

Le 6 mai, le président Bush a félicité les seize pays sélectionnés pour soumettre des projets de financement dans le cadre du Compte du millénaire (MCA) et a affirmé qu'il se réjouissait à la perspective d'une réelle coopération entre eux et la nouvelle société du gouvernement des Etats-Unis chargée d'administrer ce fonds.

Le conseil d'administration de la société du Compte du millénaire (MCC) a sélectionné ces seize pays le 6 mai, lors d'une réunion qui s'est tenue à Washington. Le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Colin Powell, est le président de ce conseil.

Les 16 pays en question sont les suivants : Arménie, Bénin, Bolivie, Cap-Vert, Géorgie, Ghana, Honduras, Lesotho, Madagascar, Mali, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Sénégal, Sri Lanka et Vanuatu.

Nous donnons ci-après le texte du communiqué de la Maison-Blanche.

Aujourd'hui, le conseil d'administration de la société du Compte du millénaire (MCC) a sélectionné la première série de pays admis à bénéficier du Compte du millénaire (MCA). Cette sélection marque un tournant historique dans la façon dont les Etats-Unis et le monde octroient leur aide au développement aux pays les plus pauvres du monde.

Les 16 pays en question sont les suivants : Arménie, Bénin, Bolivie, Cap-Vert, Géorgie, Ghana, Honduras, Lesotho, Madagascar, Mali, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Sénégal, Sri Lanka et Vanuatu.

Ces pays ont atteint les critères élevés de ce programme novateur en gouvernant justement, en investissant dans leurs peuples et en favorisant la liberté économique. Le président les félicite d'avoir été choisis et se réjouit à la perspective d'une réelle coopération entre eux et la MCC lors de la préparation de leurs projets. Le Congrès a



M. Colin Powell, Président du Conseil d'Administration de la Société du Compte du Millénaire.

attribué 1 milliard de dollars au MCA pour l'année budgétaire 2004, et le gouvernement a l'intention de coopérer avec le Congrès pour financer ce compte à hauteur de 2,5 milliards de dollars en 2005 et pour atteindre l'objectif de financement annuel de 5 milliards de dollars en 2006.

Historique

Le MCA est une nouvelle conception de l'aide au développement qui met l'accent sur la stimulation de la croissance économique des pays les plus pauvres par le renforcement d'une politique rationnelle, la bonne gestion des affaires publiques et le respect de la primauté du droit au moyen de la mise au point de programmes conçus par des pays qui ont prouvé leur attachement à un gouvernement équitable, à la promotion de la liberté économique et à l'investissement dans leur population. Le président a annoncé la création du MCA en mars 2002, juste avant la réunion de la conférence sur le financement du développement qui s'est tenue à Monterrey (Mexique). Cette approche a été accueillie favorablement par cinquante chefs d'Etat et de gouvernement et deux cents ministres dans le Consensus de Monterrey.

Revue conjointe du programme USAID/Gouvernement du Sénégal :

L'aide sur les rails du progrès

La mission de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International au Sénégal (USAID/Sénégal) et le gouvernement du Sénégal ont tenu, pendant la journée du 29 avril 2004, des consultations de haut niveau qui ont fait état des importants résultats enregistrés par le programme annuel de 15 milliards FCFA axés sur les défis de la pauvreté et du développement.

A cette occasion, le ministre sénégalais de l'Economie et des Finances, M. Abdoulaye Diop a, au terme de la rencontre, exprimé « son profond sentiment de satisfaction et ses sincères remerciements pour la qualité des échanges ». Et le ministre de rappeler que « 2004 constitue une année charnière pour notre cadre de coopération 1998-2006 ».

En effet, la revue de cette année, qui englobe aussi les rencontres des comités de pilotage des différents secteurs d'intervention, dans le cadre du processus de concertation, « aura permis de faire un bilan exhaustif et critique de nos réalisations communes et de tracer les lignes directrices de notre futur cadre de coopération ».

Le ministre et les responsables de l'USAID se sont engagés à continuer à améliorer la communication et la collaboration dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets.

L'USAID investit actuellement dans l'éducation, la santé, la gouvernance locale, la petite et moyenne entreprise, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, et dans les efforts de renforcement du processus de paix en Casamance. Près de la moitié des ressources de l'USAID va au secteur de la santé. Depuis 1961, l'USAID a contribué pour plus d'un milliard de dollars (560 milliards de FCFA) dans des activités de développement à travers le Sénégal.



Pour sa part, l'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, son Excellence Richard Allan Roth a noté que les différentes visites qu'il a effectuées dans le pays lui ont permis de constater « la pertinence et le dynamisme des activités de l'USAID dont la quasi-totalité du programme cible le partenariat et l'engagement des institutions décentralisées au niveau local ».

A l'occasion de la conférence de presse tenue à l'issue des discussions, le ministre des Finances a souligné qu'en 2003, l'USAID a réussi à réaliser un taux de décaissement de 87% à travers ses projets.

A sa suite, le Directeur de l'USAID/Sénégal, M. Olivier Carduner a expliqué que « l'USAID est en mesure de prendre ici, au Sénégal, toutes les décisions, depuis la sélection des projets jusqu'à leur achèvement, y compris toutes les décisions financières et de passation de contrats, en partenariat avec le gouvernement sénégalais » et qu'avec une telle approche, « les fonds sont rapidement décaissés ».



Le Directeur de l'USAID, Olivier Carduner retournant à la presse les activités et projets de son Agence au Sénégal



Le Ministre de l'Economie et des Finances, Abdoulaye Diop, le Directeur de la Coopération Financière, Daouda Diop, M. le Directeur de l'USAID, Olivier Carduner et l'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal Richard Roth, lors de la conférence de presse relative à la revue annuelle conjointe du 29 avril 2004.

car nous n'avons pas besoin de faire approuver les décisions par notre siège à Washington ».

Poursuivant son explication, le Directeur de l'USAID indique que son organisme consulte et travaille en étroite collaboration avec les populations sénégalaises. En effet, pour la préparation de la présente stratégie 1998-2006, le personnel de l'USAID et les représentants des partenaires étaient sortis de leurs bureaux pour sillonner l'ensemble du pays et discuter avec des Sénégalaises et des Sénégalais de toutes conditions (plus de 7000) afin de recueillir leurs principales préoccupations. Ces derniers ont quasi-

unanimement demandé des revenus et de meilleurs services sociaux au niveau local. C'est ainsi que l'USAID a répondu à ces préoccupations en mettant davantage l'accent sur le développement du secteur privé et la décentralisation.

Autre précision importante de M. Carduner : « l'USAID s'emploie à utiliser au maximum l'expertise locale disponible et 90% de l'assistance technique financée par l'USAID est fournie par des experts sénégalais ».

Au cours de la revue conjointe, l'USAID a présenté plusieurs résultats de ses activités :

- * Depuis l'an 2000, plus de 44.000 personnes ont bénéficié de prêts d'institutions de microfinance soutenues par l'USAID pour augmenter leurs revenus et créer des emplois.
- * Le pourcentage d'enfants complètement vaccinés dans les quatre régions appuyées par le programme santé de l'USAID, est passé de 42% en 1999 à 67% en 2003.
- * En encourageant les populations à s'affilier aux mutuelles de santé communautaires, le programme santé de l'USAID a aidé 32.000 personnes à accéder à des services de santé en 2003.
- * L'USAID accorde des bourses scolaires à 425 jeunes lycéennes, dans l'ensemble du pays, pour les aider à boucler leur cycle secondaire.
- * 75% des collectivités locales assistées par l'USAID ont vu leurs recettes augmenter de 8 à 400% ; et 67% d'entre elles ont correctement suivi les processus budgétaires prescrits, contre 23% en 2000.
- * En Casamance, l'USAID a aidé plus de 10.000 personnes à regagner leurs villages abandonnés en réhabilitant des habitations, des salles de classe et des structures sanitaires, et en créant environ 5000 emplois.

Rapport du Département d'Etat sur le terrorisme dans le monde :

Le nombre des attentats terroristes dans le monde en 2003 est le plus faible depuis 1969

Selon le rapport sur le terrorisme dans le monde que le département d'Etat a rendu public le 29 avril, le nombre d'actes de terrorisme (190) à travers le monde en 2003, qui ont causé la mort de 307 personnes, a été le plus faible depuis 1969.

Ce rapport annuel indique que le nombre de ces attentats, dont la majorité ont été des attentats à la bombe (137), constitue une légère baisse par rapport aux 199 attentats de 2002 et une forte baisse par rapport aux 346 attentats de 2001.

"Les attentats de 2003 ont causé la mort de 307 personnes, alors qu'en 2002 le nombre des tués avaient été de 725. Le nombre des blessés a atteint 1.593 en 2003 contre 2.013 en 2002", précise-t-il.

La ventilation des attentats par zone géographique montre que 4 ont eu lieu en Afrique, 70 en Asie, 2 en Eurasie, 53 en Amérique latine, 37 au Moyen-Orient et 24 en Europe de l'Ouest. "C'est en Asie que le nombre d'attentats (70) et le nombre des victimes (159 morts et 951 blessés) ont été les plus élevés en 2003."

Par ailleurs, le nombre des attentats dirigés contre les Etats-Unis a atteint 82 en 2003, contre 77 l'année précédente. Il représente une diminution de 62 % par rapport aux 219 attentats de 2001. "Trente-cinq ressortissants américains ont trouvé la mort lors de 15 attentats terroristes qui ont eu lieu à l'étranger en 2003."



M. Cofer Black, Coordonnateur du département d'Etat chargé de la lutte contre le terrorisme

Dans son introduction du rapport, le coordonnateur du département d'Etat chargé de la lutte contre le terrorisme, M. Cofer Black, déclare : "En 2003, les terroristes se sont attaqués à diverses cibles dans le monde alors même que l'Irak est devenu un front central de la guerre mondiale contre le terrorisme et le lieu de tant d'attaques meurtrières contre des civils."

M. Black souligne que le monde doit demeurer résolu à lutter contre le terrorisme. Pour leur part, les Etats-Unis restent déterminés à appliquer leur stratégie nationale de lutte contre le terrorisme, dit-il.

Le vote de la résolution sur les armes de destruction massive à l'ONU

La nouvelle résolution vise à empêcher que de telles armes ne tombent entre les mains de terroristes

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies a adopté à l'unanimité, le 28 avril, une résolution destinée à empêcher que des armes de destruction massive (armes biologiques, chimiques et nucléaires) ne tombent entre les mains de terroristes et de trafiquants.

Dans cette nouvelle résolution, le Conseil de sécurité exige que les Etats membres de l'ONU adoptent des lois interdisant à tout "acteur non étatique" de se procurer des armes de destruction massive, leurs vecteurs et des matières connexes. Il demande aux Etats qui sont en mesure de le faire d'apporter une aide aux Etats qui en ont besoin pour élaborer des lois pertinentes et pour mettre en place une structure réglementaire.

Le Conseil de sécurité décide également de créer, pour une période de deux ans, un comité ayant pour mission de lui faire rapport sur l'application de la résolution. A cette fin, il demande aux Etats de présenter à ce comité, dans six mois au plus tard, un premier rapport sur les mesures qu'ils auront prises ou qu'ils envisagent de prendre pour mettre en oeuvre la résolution.

Le président Bush avait parlé pour la première fois de l'adoption d'une telle résolution lors du discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre 2003. Il avait alors proposé trois grands objectifs pour cette résolution : criminaliser la prolifération des armes de destruction massive, faire en sorte que tous les pays prennent des mesures vigoureuses de contrôle à l'exportation et veiller à ce que tous les pays gardent ces armes et des matières connexes en lieu sûr sur leur territoire.

La nouvelle résolution, dont l'adoption a couronné six mois de négociations, remplit les objectifs proposés par le président Bush.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Scott McClellan, a déclaré à ce sujet : "Le vote unanime du Conseil de sécurité de l'ONU constitue une affirmation claire en faveur de l'initiative que le président a prise en vue de mettre un terme à la prolifération des armes de destruction massive. Il s'agit là d'une question prioritaire et importante pour gagner la guerre contre le terrorisme."

"Le vote d'aujourd'hui, a-t-il ajouté, représente un important pas en avant sur le plan international. Il contribuera à rendre le monde plus sûr et meilleur."

Dans la résolution qu'il a adoptée en vertu du chapitre VII de la charte de l'ONU et qui a de ce fait force exécutoire pour tous les 191 Etats membres de l'ONU, le Conseil de sécurité "décide que tous les Etats doivent s'abstenir d'apporter une forme d'aide quelconque à des acteurs non étatiques qui tentent de mettre au point, de se procurer, de fabriquer, de posséder, de transporter, de transférer ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques et leurs vecteurs".

En outre, il décide que les Etats doivent "créer, perfectionner, évaluer et instituer des contrôles nationaux appropriés et efficaces de l'exportation et du transbordement de ces produits", ainsi que fixer et appliquer "des sanctions pénales ou civiles pour les infractions à ces législations et réglementations de contrôle des exportations".

Long de quatre pages, le premier projet de résolution soumis par les Etats-Unis a fait l'objet de négociations entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (la Chine, les Etats-Unis, la France, la Russie et le Royaume-Uni) qui ont droit de veto. Le nouveau texte a été ensuite communiqué aux dix membres non permanents du Conseil de sécurité et aux autres Etats membres de l'ONU. Le 22 avril, tous les membres de l'ONU ont eu l'occasion d'exprimer leur opinion sur ce nouveau projet de résolution lors d'une séance publique.

Après l'adoption de la résolution, des membres du Conseil de sécurité ont déclaré que leurs gouvernements étaient favorables à la résolution parce qu'ils considéraient que le risque de prolifération des armes de destruction massive était réel et imminent. La nouvelle résolution, ont-ils dit, renforce les traités en vigueur et les mesures déjà prises dans ce domaine.

Prestation de serment de nouveaux volontaires américains

Synergie des interventions pour optimiser les résultats.

Une trentaine de nouveaux volontaires du Corps de la Paix Américains (29) ont prêté serment, aux côtés de leurs collègues Japonais de JICA, le Vendredi 14 mai 2004, dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Thiès.

La cérémonie, riche en couleurs et sons, s'est déroulée en présence de Son Excellence Richard Roth, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, de Son Excellence Akira Nakajima, Ambassadeur du Japon et de Monsieur Ibrahima Wade, Secrétaire Général du Gouvernement.

Ces nouveaux volontaires américains viennent de terminer leur stage linguistique et technique au centre de formation de Thiès et sont affectés aux autorités sénégalaises, au titre de la coopération technique des Etats-Unis d'Amérique au Sénégal.

Présent au Sénégal depuis 1963, le Corps de la Paix est une agence du gouvernement Américain qui œuvre pour la promotion de la paix à travers le monde, en partageant l'une des plus grandes ressources de l'Amérique, à savoir les volontaires.

Ses objectifs sont :

Aider les populations des pays intéressés à satisfaire leurs besoins en ressources humaines qualifiées.

Aider à promouvoir une meilleure compréhension du peuple américain par les populations assistées.

Aider à la promotion d'une meilleure compréhension des autres peuples par le peuple américain.

Le Sénégal compte environ 130 volontaires du Corps de la Paix Américain et ils interviennent dans les secteurs des soins de santé primaire, du développement des petites et micro entreprises, de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles, de l'extension de l'agroforesterie, de l'éducation environnementale et l'écotourisme.



Monsieur Malcolm Versel, Directeur du Corps de la Paix en compagnie des nouveaux volontaires.



L'Ambassadeur américain du Sénégal, Richard Roth, dirigeant la prestation de serment des nouveaux volontaires du Corps de la Paix, sous le regard de leurs collègues japonais.



Une nouvelle volontaire du Corps de la Paix félicitée par un officiel sénégalais.

Les Etats-Unis dévoilent le nouveau billet de 50 dollars

Ses caractéristiques sont destinées à prévenir la contrefaçon

Le ministère des finances des Etats-Unis a présenté le nouveau billet de 50 dollars, qui fait suite au niveau billet de 20 dollars mis en circulation en octobre 2003 et dont la nouvelle conception est destinée à prévenir la contrefaçon.

Dans le communiqué de presse qu'il a diffusé le 26 avril, le ministère des finances indique que le nouveau billet de 50 dollars comporte un filigrane, un fil de sécurité et une encre de couleur changeante ainsi que des tons rouge, blanc et bleu.

Cette nouvelle conception fait partie des mesures prises par le gouvernement des Etats-Unis en vue d'entraver la contrefaçon et de protéger l'intégrité de la monnaie du pays. Ces mesures ont permis jusqu'ici d'empêcher que la contrefaçon ne prenne de l'ampleur. Selon des estimations, la proportion de faux billets de 50 dollars qui sont en circulation dans le monde est inférieure à 1 sur 25.000.

Lors de la présentation du nouveau billet à la presse étrangère à Washington, un haut responsable du ministère des finances, M. Samuel Bodman, a déclaré que les billets actuels auraient cours légal même après l'émission des nouveaux billets. "Nous savons, a-t-il dit, que des gens dans le monde entier comptent sur un dollar fort et stable,

et nous prenons cela très au sérieux. Les Etats-Unis ne retireront pas leurs billets de la circulation ni ne dévalueront leur monnaie."

Selon des estimations du ministère des finances, quelque 700 milliards de dollars sont en circulation dans le monde et près des deux tiers sont détenus à l'étranger.

Le nouveau billet de 50 dollars, qui sera mis en circulation à la fin de septembre ou au début d'octobre, a les mêmes dimensions que le billet actuel et comporte toujours au recto le portrait du président Ulysses Grant et au verso l'image du Capitole des Etats-Unis, mais sans bordure.

Il est prévu d'émettre un nouveau billet de 100 dollars en 2005.





La participation officielle des Etats-Unis à Dak'Art 2004

La biennale de l'art contemporain africain

Les artistes David Hammons, Maria Magdalena Campos-Pons et Pamela Z ont représenté les Etats-Unis lors de Dak'Art 2004, la sixième Biennale de l'art africain contemporain qui a lieu du 7 mai au 7 juin 2004 à Dakar au Sénégal.

Intitulée 3X3: TROIS ARTISTES/TROIS PROJETS, cette exposition a été organisée par Salah Hassan, directeur du département d'histoire de l'Art et du centre de Recherches et d'Etudes Africaines de l'Université de Cornell, ainsi que par Cheryl Finley, professeur d'histoire de l'Art et de la Culture visuelle au Centre de Recherches et d'Etudes Africaines, de la même à l'Université.

Les artistes ont été invités à créer leurs projets en différents lieux de la ville de Dakar sous forme d'interventions, d'oeuvres in situ, ou de performances. Cette approche novatrice par rapport aux présentations traditionnelles que favorisent généralement les biennales et expositions internationales, offre ce projet aux rues et aux habitants de Dakar, à ses institutions culturelles et à ses lieux historiques. Malgré les différences de leurs oeuvres, les trois artistes partagent une approche conceptuelle.



Conférence de presse de l'avant première de la participation officielle des Etats-Unis au Dak'Art 2004, animée par les artistes et les curateurs.





Projet de María Magdalena Campos Pons: "Towards of Memory" (les fils de la mémoire).



L'artiste Pamela Z explique son projet, l'installation audio "Just Dust" à la Maison des Esclaves (Gorée).



Les moutons du projet de David Hammons avant la performance "Sheep Raffle" (Tombola de moutons).

Visitez le site de l'ambassade

<http://usembassy.state.gov/dakar>



Embassy of the United States of America
Dakar, Senegal
Ambassade des Etats-Unis

A la Une

Et Bush visite les premiers pays sélectionnés pour le Corridor du Millénaire, dont le Sénégal.



Le 6 mai, le président Bush a visité les pays sélectionnés pour soutenir des projets de financement dans le cadre du Corridor du Millénaire (CMC) et a affirmé que sa mission à la perspective d'une telle coopération entre eux et la nouvelle volonté du gouvernement des Etats-Unis change d'administration se ferait. Le conseil d'administration de la société de Corridor du Millénaire (MCC) a sélectionné ces pays pour le 6 mai, lors d'une réunion qui s'est tenue à Washington. Le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Colin Powell, est le président de ce conseil.

Les 10 pays en question sont les suivants : Arménie, Bélarus, Bolivie, Cap-Vert, Géorgie, Ghana, Honduras, Libéria, Madagascar, Mali, Malawi, Nicaragua, Roumanie, Sénégal, Sri Lanka et Thaïlande.

Vous pouvez consulter le [site](#) de communication de la Maison Blanche.

Communiqués de Presse

- Les Etats-Unis dévoilent le nouveau billet de 20 dollars
- Et Bush annonce à travers le ciel et la terre
- Les Etats-Unis envoient l'aide aux autorités
- Repasser par les Etats de l'Ontario 2003 - Sénégal
- Un bilan préliminaire de 2003
- Le nouveau mandat de 2003 des Etats-Unis

Dernières nouvelles du "Washington File"

Le "Washington File"

- Le Corridor du Millénaire propose un budget de 2,5 milliards de dollars pour 2003
- La Lutte Contre La Terreur
- Quelques Afrique
- Les Etats et le Moyen-Orient

Autres actualités

Panorama

Directeur de la publication : Robert MOONEY

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Angelita MENDY

Conception - Réalisation :  POLYNORBA

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 823 81 24 • Fax: (221) 822 23 45

<http://usembassy.state.gov/dakar>

